

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Lamentations

Une élue de La République En Marche se plaint qu'elle gagne moins d'argent qu'avant : la malheureuse va moins souvent au restaurant et mange plus de pâtes ! Une autre élue LREM chougne parce que son mari n'a pas pu s'acheter une *Porsche Carrera* à cause du qu'en dira-t-on. D'autres députés macroniens pleurnichent sur les vacances familiales sacrifiées, les frais de garde d'enfants à cause des séances de nuit, les menaces de divorce lancées par les conjoints délaissés...

C'est la première fois, dans l'histoire parlementaire, qu'on entend un tel concert de gémissements. De toutes tendances, les députés ont toujours su, avant même d'être élus, que la tâche du législateur est très lourde et que, plus généralement, l'engagement politique exige le sacrifice d'une grande partie de la vie privée. Emmanuel Macron a choisi ses affidés dans la « *société civile* » - en l'occurrence dans un milieu de jeunes entrepreneurs étrangers au souci politique et aux rudes contraintes du service de l'État et de la nation. Il a créé le dangereux paradoxe d'une représentation nationale majoritairement exercée par des élus apolitiques, faciles à dompter.

Catalogue

La suite n'est pas écrite

Sport

L'Amour-
foot

p. 2

Corse

Après les
élections

p. 4

Ballon rond

Le 7 décembre dernier le député François Ruffin (France Insoumise) s'est vu infliger une amende de 1348 euros, le quart de son indemnité parlementaire pour avoir arboré le maillot d'un club de football amateur de Picardie lors d'un débat sur une proposition de loi de Michel Zumkeller, député UDI du Territoire de Belfort, visant à taxer de 5% les montants des transferts réalisés par les clubs professionnels. Cette tenue a été jugée indigne des débats parlementaires par le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy. Pourtant, ce jour-là, le député de la Somme a prononcé un très beau discours à la gloire du sport amateur.

Il est sans doute peu de nos lecteurs qui vibrent à l'écoute des résultats d'une journée de championnat de football, l'auteur de ces lignes n'hésitant pas à se situer dans cette minorité. Trop d'argent jugé facile, trop d'esbrouffe, trop de bruit pour rien. Pourtant cette réalité ne permet pas de toucher du doigt ce qu'est l'Amour-foot pour reprendre le titre d'un numéro que la revue *Autrement* avait consacré en 1986 aux amoureux du ballon rond (1).

L'Amour-foot, ce sont ces milliers de gosses qui le mercredi ou le dimanche vont taper dans le ballon pour imiter leurs idoles. Et

s'ils le font, c'est grâce à l'action quotidienne et opiniâtre de milliers de bénévoles jamais avarés de leur temps et de leur énergie et qui se dévouent sans compter dans tous ces petits clubs ignorés trop souvent des médias, l'un à la trésorerie, l'autre à l'entretien des équipements, un autre encore à la recherche de sponsors. Ce sont aussi ces mères qui font des tartes et toutes sortes de gâteaux pour les manifestations festives du club et qui deviennent des supportrices acharnées quand leur progéniture est sur le terrain. Dans ces cas-là, les origines sociales et religieuses ne comptent pas, même si bien sûr, la géographie va souvent créer des frontières sociales. Et ces gosses parfois rétifs à la discipline scolaire ou lycéenne acceptent de se faire tancer par l'entraîneur.

On ne plaisante pas avec la présence aux entraînements. Le foot est pour beaucoup de ces jeunes le moyen d'apprendre la rigueur, le respect, l'attachement au groupe et au maillot, d'apprendre simplement ce que veut dire vivre en société. Et François Ruffin a eu mille fois raisons de rendre hommage à ses anonymes du ballon rond dont l'objectif ultime est simplement que les gosses puissent jouer.

Et puis le vendredi soir ou le samedi, les gosses en question iront soutenir l'équipe première, les aînés qu'on admire. La consécration, c'est quand on est ramasseur de balles. Là, on peut les voir de

plus près. Il y en a même qui disent merci quand on leur envoie un ballon pour jouer la touche. Souvent les minots vont au match avec leur père. C'est lui qui leur a appris l'amour du ballon rond. « *Bonsoir les garçons et bon match (...). Première victoire du Petit Blond. Il fait désormais partie du clan de la tribu (...). Le match est une cérémonie vaudou, célébrée entre hommes, les nuits de grande magie* » (2). Un supporter du Red Star me racontait un jour: « mon premier match au stade, je l'ai vu avec mon père. C'était contre Reims. On a gagné 2-1. Mon père était tellement heureux qu'il m'a acheté le maillot du club ».

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que les filles aussi désormais viennent au stade. Le football est aussi une affaire de famille et le premier match avec son père, pas un supporter ne l'a oublié. Les plus acharnés vont même jusqu'à sécher les cours pour voir leur idole s'entraîner comme l'historien Philippe Robrieux. « *Et le lendemain, sur les terrains annexes du vieux Colombes, dans la cour du lycée Buffon, sur l'esplanade du champ de Mars, au bas de chez moi (...) je m'acharne à reproduire les gestes entrevus* » (3). D'autres retournent aux séances d'entraînement de leur club amateur en rêvant qu'un jour, ils seront Platini, Zidane ou Ben Barek.

Robert PASTINELLI

(1) L'Amour-foot, une passion planétaire ; *Autrement* n°80 ; mai 1986 ; 80 francs.

(2) *Idem*, p. 29.

SOMMAIRE

P 1 Cible : Lamentations - P 2 : Ballon rond - P 3 : Chanson : Russissime : Poutinisme à la française - Écho des blogs : Macron : l'anti Sarkhollande P 4 : Corse : Après les élections - P 5 : Afrique : Un raid au Yémen - P 6 - 7 : Catalogne : La suite n'est pas écrite - P 8 : Essai : Chez les vaincus de la mondialisation - P 9 : Idées : Conservatisme - P 10 : Syrie : La liberté naît à Daraya - p 11 : Brèves : Brésil, Népal, Roumanie, Italie - Actualité de la NAR, Prince Jean - P 12 : Éditorial : Bertrand Renouvin : L'homme devant le vide.

Poutinisme à la française

Par voie de pétition, des spécialistes français de la Russie ont demandé l'interdiction en France de *Russia Today* qui a commencé à émettre le 18 décembre. C'est idiot : nous n'avons pas besoin des Russes pour vivre le poutinisme à la française .

Françoise Thom, qui figure parmi les vétérans de l'anti-poutinisme, l'historien Antoine Arjakovsky, le journaliste Michel Eltchaninoff et d'autres ont parfaitement le droit de faire campagne contre Vladimir Poutine – qui a de bonnes chances d'être réélu malgré leur farouche opposition. Ils sont cohérents avec eux-mêmes et avec les élites occidentales dont ils font partie lorsqu'ils écrivent que l'existence de *Russia Today* (RT) menace « la préservation de la paix civile en France » puisque ces élites attribuent l'échec de madame Clinton et le Brexit à la propagande russe. Ils sont cohérents mais tout de même extrémistes puisqu'ils demandent l'interdiction de RT France alors qu'aux Etats-Unis la chaîne a simplement dû s'enregistrer comme « agent de l'étranger » - tiens, c'est marrant, il y a le même dispositif en Russie !

Ce qui n'est pas cohérent, c'est de dénoncer Vladimir Poutine au nom de la démocratie et de réclamer qu'un média russe soit interdit sans le moindre examen de ce qu'il diffuse, trois jours seulement après l'ouverture de son antenne. À cette incohérence s'ajoute une grosse bêtise. Ce que ces spécialistes dénoncent comme « poutinisme » - uniformité du discours médiatique, domination sans partage du parti présidentiel, corruption du milieu dirigeant – c'est ce qui caractérise l'oligarchie française, surtout depuis l'élection d'Emmanuel Macron.

J'aimerais qu'un de nos lecteurs russophone fasse une comparaison entre une émission de la télévision russe à la gloire de Vladimir Poutine et la promenade dialoguée entre Emmanuel Macron et Laurent Delahousse (de couette) dont nous avons été récemment gratifiés sur France 2. J'aimerais que l'on compare les commentaires des journalistes russes sur les faits et gestes de Vladimir Vlamimirovitch et les commentaires de BFM TV sur le coup de téléphone donné par Emmanuel Macron à Cyril Hanouna, présentateur connu pour sa finesse intellectuelle et son élégance morale.

J'aimerais aussi qu'un de nos amis politistes fasse une comparaison entre La République En Marche, parti-entreprise installé dans la verticale du pouvoir macronien et Russie unie, ce parti hégémonique qui ne dirige rien, très bien décrit par Clémentine Fauconnier dans la revue *Hérodote* (1). Moralité : occupons-nous en priorité de nos lèche-bottes et de la dérive autoritaire de Vladimir Vlamimirovitch Macron.

B. LA RICHARDAIS

(1) Hérodote, *Géopolitique de la Russie*, N° 166-167

Macron, « l'anti-Sarkhollande »

Sur le site *Causeur*, David Desgouilles décrypte les « fausses-vraies bourdes » d'Emmanuel Macron et nous démontre comment ce dernier, contrairement à ses deux prédécesseurs, utilise à merveille l'esprit « *Monarchie présidentielle* » de la Constitution de 1958 pour faire illusion.

Ce qui a inspiré l'analyse à l'auteur, c'est la colère qui grondait « ...sur les réseaux sociaux alors que toutes les radios avaient annoncé qu'Emmanuel Macron fêterait son anniversaire à Chambord [aux frais du contribuable] (...). Ceux qui se sont prêtés à ces analyses se fourvoient évidemment. De dérapage, il n'y avait pas. Très vite (...) on a fait savoir que le président de la République ne dormirait pas dans le château, mais dans un pavillon, et que la salle louée pour la fête d'anniversaire, payée sur les deniers personnels d'Emmanuel Macron, était moins onéreuse que si elle avait eu lieu à Paris. Bref, les spécialistes de la polémique ont pris dans les dents le boomerang qu'ils croyaient avoir lancé, alors qu'ils avaient joué les idiots utiles de la communication présidentielle. Chapeau l'artiste ! ».

Après avoir souligné que « la référence à la monarchie était une volonté, et non une maladresse, dans l'esprit d'Emmanuel Macron (...) contrairement à ce que pensent Jean-Luc Mélenchon (...), elle ne constitue nullement une provocation. Le chef de file de la France insoumise se souvient-il des nombreuses allusions à la France des Rois dans les discours et actes politiques de François Mitterrand, ce président qu'il a tant admiré ? » et qu'« il ne succédait pas seulement aux présidents de la République, mais aussi à tous les monarques qui l'ont précédé », Emmanuel Macron ayant parfaitement saisi que cette démarche « gaullo-mitterrandienne » est « ...d'autant plus pressante dans un contexte mondialisé où les Français ont compris que les marges de manœuvre étaient davantage réduites pour celui qu'ils élisent. C'est ce que n'avaient compris ni Nicolas Sarkozy ni, davantage encore, François Hollande, lesquels, (...) hyperprésident vibronnant et touche-à-tout pour l'un, président (trop) normal pour l'autre, avaient tant donné l'impression qu'ils n'incarnaient aucunement la fonction. (...) », l'auteur critique sévèrement et à juste titre Jean-Luc Mélenchon « ...arc-bouté sur sa chimère de VI^e République » et Laurent Wauquiez, considérant qu'après « ... l'avoir entendu répéter à l'envie que « la droite était de retour », il est à craindre qu'il ne soit pas davantage à la hauteur que le chef de file de la France insoumise. ». Puis il conclut : « L'anti-Sarkhollande. La France qui va bien a dû adorer. Mais cela suffira-t-il longtemps à la France qui souffre ? ». Nous voulons croire que non...

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.causeur.fr/emmanuel-macron-opposition-delahousse-chambord-148463>

Après les élections

Dans le générique de fin de *L'enquête corse*, le film d'Alain Berberian adapté de la BD éponyme de Pétillon, à une voix off qui lui demande si on peut se moquer des Corses, Pido, l'acteur qui interprète le rôle du Piaf, répond « oui, on peut... mais il ne faut pas ! ». Ne nous moquons pas et prenons au sérieux, mais uniquement pour ce qu'elle révèle, la victoire des nationalistes à l'élection territoriale des 3 et 10 décembre.

Nonobstant un taux d'abstention record (47,5 %), la liste *Pè a Corsica* (Pour la Corse) conduite par l'autonomiste Gilles Simeoni et l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni a obtenu 56,5 % des suffrages. Ce scrutin donnera donc naissance, dès le 1^{er} janvier 2018, à une collectivité territoriale unique élue pour trois ans, sur le modèle de ce qui existe en Martinique, en lieu et place des deux conseils départementaux et de la collectivité territoriale actuels. Cette victoire est d'abord le résultat d'une stratégie de refondation du mouvement nationaliste corse et plus largement de la vie politique corse voulue par Gilles Simeoni et les siens dès la fin des années 2000. Si le but reste le même (obtenir un statut d'autonomie), les moyens pour l'atteindre changent : renoncement à la lutte armée, incarné par le renouvellement des générations, affirmation du choix démocratique, rejet du clanisme et des partis politiques traditionnels, les deux étant intimement liés. Cette victoire est ensuite la conséquence d'une exacerbation de ce que Christophe Guilluy appelle « la sensibilité des Corses à la question identitaire », réaction à l'immigration, la plus élevée de France avec l'Île-de-France et la région

Paca, à l'affaiblissement de la pratique de la langue corse, qui n'est plus aujourd'hui la langue maternelle de tous les habitants de l'Île, et à la dépossession de leurs terres au profit de nantis venus du continent qui rend l'immobilier inabordable pour les natifs. Ce vote identitaire est mis en évidence par les scores réalisés par Marine Le Pen lors des deux tours de l'élection présidentielle. La candidate du Front national est en effet arrivée en tête du premier tour avec près de 28 % des suffrages, contre 18,5 pour Macron (quatrième) et l'écart séparant les deux candidats au second n'était



que de trois petits points : 48,5 pour la première, 51,5 pour le second. Ce « repli » identitaire se manifeste également à chaque élection locale depuis 2009 par un vote en faveur des listes présentées par les nationalistes. Cette victoire est enfin le fruit d'une insécurité sociale grandissante que révèle, comme dans d'autres régions françaises, un taux de chômage important, notamment chez les jeunes.

Prenons également au sérieux les revendications des nationalistes présentées comme autant de réponses à ces préoccupations. Forts de ce succès, Simeoni et Talamoni, chacun à leur manière, diplomatiquement pour le premier, violemment

et menaçant pour le second, réclament l'ouverture de négociations avec le gouvernement. Il conviendra d'être attentifs aux réponses que celui-ci apportera. Prendre au sérieux ces revendications, ce n'est pas capituler, mais ce n'est pas non plus rejeter tout en bloc, c'est défendre avec fermeté l'Etat de droit, ni plus ni moins. S'il est hors de question de réformer l'article 2 de la Constitution qui dispose que « *le français est la langue de la République* », rien ne s'oppose à ce que l'enseignement et la diffusion de la langue corse, partie intégrante de la culture insulaire, soient facilités. S'il est hors de question d'entériner la *corsisation* des emplois pour répondre à la précarité grandissante ou d'accorder une autonomie fiscale à la nouvelle collectivité territoriale pour relancer une économie trop spécialisée dans le tourisme et le BTP, il est possible de concevoir, à l'échelon national, et de mettre en œuvre au niveau régional, un plan de développement économique : pareille solution aurait le mérite d'englober dans cette politique économique volontariste l'ensemble des régions de France qui souffrent des mêmes maux que la Corse.

S'il est hors de question d'avaliser le statut de résident, il ne serait pas stupide d'imaginer une augmentation de la fiscalité des résidences secondaires, comme l'envisage sérieusement la Ville de Paris, afin de faire baisser la pression sur les prix de l'immobilier ; là encore, ce fléau touche d'autres régions, notamment situées sur le littoral. S'il est hors de question d'amnistier les prisonniers dits « *politiques* » et d'oublier les crimes souvent de droit commun commis par le passé sous couvert de revendications politiques, on peut convenir, en bonne justice, de rapprocher les détenus de leur famille. S'il est hors de question de reconnaître l'existence d'un « *peuple corse* », il ne serait pas absurde d'accorder aux habitants de l'Île le titre de citoyens corses.

Nicolas PALUMBO

Un raid au Yemen

Le Yémen est loin de l'Europe. Cependant les moyens utilisés pour y faire la guerre sont européens ou américains. Le Conseil de Sécurité de l'ONU est en dessous de tout.

Le Yémen n'est pas la Syrie. Les réfugiés yéménites ne submergent pas les pays voisins et a fortiori n'arrivent pas en Europe. On n'en rencontre guère en Méditerranée ou dans les Balkans. Ils restent mourir chez eux.

Le Yémen n'est pas la Syrie parce que la guerre qui s'y mène est une guerre de basse intensité. Les combats ne font guère qu'une centaine de morts à la fois. Si n'étaient les bombardements, le chiffre de victimes demeurerait inférieur à dix mille contre 300 000 en Syrie. Or la population yéménite est la seule population autochtone importante de toute la péninsule arabe : 28 millions d'habitants, soit plus que tous les émirats et royaumes réunis. Elle fournit d'ailleurs la main d'œuvre à tout le Golfe.

L'Arabie saoudite a toujours nourri un complexe yéménite. Sans rappeler la guerre de l'Asir de 1934, elle a toujours intrigué pour affaiblir cet autre soi : de 1962 à 1970 avec les nordistes royalistes, elle a lutté contre les égyptiens nassériens; puis dans les années 1990 après la chute du communisme, elle a lutté avec les ex-marxistes sudistes contre le nord qui voulait en profiter pour unifier le Yémen dont elle redoutait la puissance ; à chaque fois elle a perdu. Le Yémen de Ali Saleh a soutenu Saddam Hussein. Là, le Yémen a perdu. Puis le Yémen de Ali Saleh a commencé à devenir un nouvel Afghanistan où des clans tribaux pouvaient faire alliance avec Al Qaeda dont la famille avait ses

racines dans l'Hadramaout. Il devenait à nouveau une grave menace pour Ryad.

Les Etats-Unis n'ont pas installé par hasard une base logistique régionale à Djibouti face à la côte yéménite. Ils n'y ont pas déployé par hasard une force aéronavale sous pavillon OTAN contre le terrorisme. La France ne voulut pas être en reste. Elle s'activa dans la formation d'une force navale yéménite tandis qu'au niveau européen était lancée une opération aéronavale « *Atalante* » contre la piraterie en mer du Yémen, en provenance soit de Somalie soit du Yémen.

Tout ceci paraissait bien bordé quand l'Etat yéménite implosa à la faveur des « *printemps arabes* ». Dictature familiale, clanique et militaire, depuis plus de trente ans, comme l'Irak, la Libye voire la Syrie, elle ne disposait d'aucune stratégie de sortie qui vaille. Mais à la différence de ces trois pays, la société locale – on hésite ici à parler de société « *civile* » - est demeurée la plus forte, cohérente et guerrière par tradition séculaire. Les « *houtistes* » ne sont que le dernier nom des royalistes zaydites. De même les « *sudistes* » ont leurs propres organisations, et les Hadramis à l'Est.

Les conflits internes avaient suivi leur cours plutôt habituel jusqu'à ce que quelqu'un au Nord tape sur la table et lance en 2015 une opération baptisée « *Tempête décisive* » suivie en 2016 d'une autre dénommée « *Redonner espoir* » où le général en chef, ministre de la défense du royaume saoudien, prétendit gagner ses galons de prince héritier. Il le devint mais sans succès au Sud. Nous ne serions toujours pas concernés – quoique les relations entre Paris et Sanaa étaient excellentes grâce notamment à l'exploitation du gaz par Total – si les

intervenants extérieurs n'avaient investi dans le combat des armements livrés par la France : chars Leclerc et Mirage 2000 des Émirats Arabes Unis, forces navales saoudiennes équipées, entretenues et formées par la France. Les contrats (parfois contestés pour rétro-commissions) prévoient certainement leur usage militaire mais dans les limites internationalement reconnues : caractère défensif et surtout non dirigé contre des objectifs civils !

Est-ce que cette implication – et l'opportun appui financier saoudien et émirati au G 5 sahélien - justifie la timidité de la diplomatie française à l'ONU alors qu'elle devrait au contraire y être d'autant plus active ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la Suède pour que le Conseil de Sécurité se réunisse le 8 novembre dernier et demande à l'unanimité la levée du blocus saoudien contre les ports yéménites ? Blocus qu'il faudra regarder de très près : quels moyens ont été utilisés pour que la marine saoudienne peu coutumière du fait réussisse un tel déploiement maritime en mer rouge ? Quel rôle est celui de Djibouti, principal entrepôt à destination du Yémen et base arrière des organisations et des forces internationales prépositionnées ? Les Européens et les Américains ont les moyens logistiques pour empêcher qu'un blocus « *anti-terroriste* » se transforme en guerre de siège. Ils ont surtout les moyens d'un pont aérien humanitaire, un raid non plus vers les ruines de Saba (1) mais celles de Sanaa ! Ce dont ils doivent en revanche s'abstenir, c'est de s'inventer médiateurs entre les parties yéménites, ou d'accréditer la thèse saoudienne d'une internationalisation du conflit. La solution du conflit doit être laissée aux yéménites quitte à aller à nouveau vers une sorte de large fédéralisme à condition que chaque partie ait équitablement accès aux ressources extérieures.

Yves LA MARCK

(1) Raid Malraux-Corniglion-Molinier en 1934

La suite n'est pas écrite

S spécialiste des nationalismes régionaux d'Europe occidentale et auteur d'une *Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne* (L'Harmattan, janvier 2016), Cyril Trépier nous donne des éléments pour comprendre la crise catalane.

Quels sont les objectifs véritables des indépendantistes catalans ?

Cyril Trépier : Les indépendantistes catalans s'inscrivent dans le temps long. À court terme, ils revendiquent un territoire, celui de la communauté autonome de Catalogne, peuplée d'environ 7,5 millions d'habitants. Une partie d'entre eux ont des objectifs plus ambitieux portant sur un ensemble qu'ils appellent « les Pays catalans ». Ceux-ci se réfèrent peu ou prou à l'ancien royaume catalano-aragonais, dont plusieurs comtes de Barcelone ont ceint la couronne, bien qu'il n'y eût jamais de royaume catalan à proprement parler. Ces territoires constituent aujourd'hui le département français des Pyrénées orientales (qu'on appelle de plus en plus la Catalogne Nord), la frange orientale de l'Aragon, les communautés autonomes de Valence et des Baléares. Ils regroupent environ 14 millions de personnes qui partagent la pratique de la langue catalane, d'où la revendication d'une nation culturelle. Pour la Candidature d'Unité Populaire (CUP), parti d'extrême gauche qui a permis à M. Puigdemont d'être investi président de la Généralité de Catalogne en janvier 2016, ces « pays cata-

lans » constituent les territoires sur lesquels, à long terme, la souveraineté politique catalane doit s'exercer. Si la CUP est le seul des trois partis indépendantistes à exprimer ouvertement cette revendication, les deux autres y pensent aussi sérieusement.

Royaliste : Y-a-il une spécificité de l'indépendantisme catalan ?

Cyril Trépier : L'Espagne, qui compte 17 communautés autonomes, et non 17 provinces, connaît aussi un mouvement indépendantiste au Pays basque et en Galice. Le Parti nationaliste basque (PNV), qui gouverne le Pays basque, est officiellement indépendantiste, mais il suit une trajectoire très différente de celle du parti de M. Puigdemont. Il se présente avant tout comme un parti gestionnaire cherchant à obtenir tout ce qu'il peut de l'État espagnol avant de parler d'indépendance. En Catalogne, la situation est différente. Ni M. Puigdemont, ni M. Rajoy ne sont en position de pouvoir négocier facilement, car ils n'ont pu obtenir une majorité absolue avec les seules forces de leur parti. M. Rajoy est devenu chef du gouvernement espagnol grâce à l'abstention de la plupart des députés du PSOE, mais aussi grâce au vote de Ciudadanos, né en Catalogne et clairement opposé aux nationalistes catalans, qui est aujourd'hui le deuxième parti du parlement catalan.

Royaliste : M. Puigdemont n'incarne donc pas tous les Catalans ?

Cyril Trépier : Il y a effectivement en Catalogne une vraie diversité politique et sociale, ainsi qu'un vrai clivage sur la question de l'in-

dépendance, pas seulement entre Catalans et Espagnols, mais aussi entre les Catalans eux-mêmes. De la même façon, M. Rajoy n'incarne pas tous les Espagnols, surtout avec les scandales de corruption qui touchent son parti, ni même tous ceux qui en Catalogne s'opposent à l'indépendance. Il faut sortir d'une logique de blocs. On peut se sentir en même temps pleinement catalan et pleinement espagnol. On peut s'opposer à l'indépendance et rejeter la politique de M. Rajoy, à l'échelle de la Catalogne ou à celle de l'ensemble de l'Espagne. On peut refuser à la fois M. Rajoy et M. Puigdemont en y voyant deux artisans de l'austérité.

Royaliste : Quelles sont les origines de l'indépendantisme catalan ?

Cyril Trépier : L'indépendantisme catalan apparaît au plus tard en 1898. La Catalogne est la première région d'Espagne à avoir été industrialisée. La perte par l'Espagne de ses dernières colonies crée un grand manque à gagner pour de nombreuses entreprises catalanes. Différents mouvements y voient la preuve que les intérêts de la Catalogne sont mal défendus par l'Espagne. Sous le régime franquiste, l'autonomie a été en Catalogne un rêve, une force de mobilisation puissante, indissociable d'une aspiration vitale au retour de l'Espagne à la démocratie, à son intégration dans la Communauté économique européenne et, au-delà, à voir l'identité européenne des citoyens espagnols dans leur diversité reconnue par leurs frères européens. Ces trois aspirations absolument indissociables conduisaient des Catalans très divers sur le plan politique et social à se mobiliser contre le franquisme en prenant de vrais risques personnels. À la très grande manifestation de Barcelone du 11 septembre 1976, première fête nationale légalisée après la mort de Franco, on trouvait à la fois d'actuels partisans de l'indépendance, et des Catalans qui s'y opposent. Ils se sont battus pour la culture cata-

lane, qu'ils aiment profondément et continuent de le faire en gardant leur revendications d'opposants au franquisme : l'appartenance à l'Europe, la démocratie, l'autonomie, ainsi que la langue, l'identité, et le drapeau catalans.

Royaliste : L'identité catalane ne se résume donc pas à l'indépendantisme ?

Cyril Trépier : Dans son célèbre discours du 23 octobre 1977, Josep Tarradellas, qui avait été président de la Catalogne dans la clandestinité et en exil, a dit : « Citoyens de Catalogne, je suis revenu ». Le fait d'appeler les personnes rassemblées sur la Plaça Catalunya de Barcelone « citoyens de Catalogne » et non « Catalans » rappelait toute la diversité d'origine des personnes qui se sentaient catalanes et qui avaient contribué à rendre possible ce jour historique en luttant pour l'autonomie, y compris en étant natives du reste de l'Espagne. La Generalitat et l'autonomie n'étaient pas encore rétablies, mais Josep Tarradellas apportait au régime en construction une partie de la légitimité de la Seconde République espagnole. Plusieurs dirigeants catalans ont participé activement à la rédaction du projet de constitution espagnole. Approuvé par référendum en décembre 1978, il recueillit 91% de « oui » en Catalogne et 84,4% à l'échelle de l'Espagne.

Royaliste : L'indépendantisme catalan semble avoir été pacifiste ?

Cyril Trépier : L'indépendantisme armé a existé en Catalogne, inspiré de celui de l'ETA basque, mais son manque de soutien populaire a permis aux indépendantistes catalans de se prévaloir d'une image d'un mouvement pacifique sur une terre, la Catalogne, qui serait pacifique par nature. Cette vision ne résiste pas à l'examen, car la Catalogne n'a pas une histoire pacifique. Elle a connu des heures très violentes au début du siècle autour des anarchistes, puis, dans le cadre de la guerre civile espagnole, avec une sorte de guerre civile interne au camp de la gauche. Dans les an-

nées 1960, la résistance politique, culturelle et sociale au franquisme a été dirigée principalement non par les nationalistes, mais par le Parti communiste catalan.

Royaliste : Que représente l'indépendantisme catalan après la transition démocratique ?

Cyril Trépier : Il reste longtemps très minoritaire, mais il est présent dans différents partis catalans, nationalistes ou pas, contribuant au succès des nationalistes officiellement modérés de Convergence et Union, coalition dont est issu le parti de M. Puigdemont. Président de 1980 à 2003, Jordi Pujol a toujours rejeté l'option de l'indépendance, avant de l'adopter officiellement en 2011 au moment où sa coalition obtenait avec la ville de Barcelone et les 4 députations catalanes des leviers de pouvoirs sans précédent. Par ailleurs, la Catalogne a montré un activisme précoce auprès des institutions européennes. Elle y est même devenue une référence parmi les régions à compétence législative, car elle n'a jamais, jusqu'à fin 2012, exporté à Bruxelles ses conflits avec le gouvernement espagnol ou avec d'autres communautés autonomes d'Espagne.

Royaliste : Quels sont les événements qui ont renforcé l'indépendantisme ?

Cyril Trépier : La chute du mur de Berlin puis celle de l'URSS avec une recomposition pacifique de la carte de l'Europe ont profondément renforcé l'indépendantisme catalan. L'ERC, parti de l'ex numéro deux du gouvernement catalan est devenu officiellement indépendantiste en se référant explicitement à ces événements et au « divorce de velours » entre la Tchéquie et la Slovaquie. Il y a eu aussi la sanction partielle par le tribunal constitutionnel espagnol de la réforme du statut catalan, quatre ans après son adoption. Par ailleurs, les indépendantistes se sont appuyés sur des associations pour diffuser leur message en organisant des référendums sans valeur légale dans plus de 500 des 948 localités catalanes. La manifestation du 11 septembre 2012 fut un tournant.

Pour la première fois, le message indépendantiste a été majoritaire dans le cortège. Le Président Artur Mas y vit, à tort, un plébiscite, car le cortège dénonçait aussi l'austérité, espagnole ou catalane. Il s'en est suivi un matraquage affirmant que la Catalogne venait d'entrer dans un processus historique vers une indépendance inéluctable, alors que la sécession n'était auparavant qu'une option politique parmi d'autres, jamais placée au centre d'une campagne. Et fin novembre 2012 eut lieu la première élection portant sur l'indépendance. Puis, le référendum écossais eut lieu, et reste de loin la référence des indépendantistes du monde entier. Mais si en Écosse on a largement débattu du contenu de l'indépendance, ça n'a jamais été le cas en Catalogne, où on n'a même pas fixé de seuil de participation ou de « oui » pour apprécier la victoire de l'indépendance

Royaliste : La participation ne sera-t-elle justement pas déterminante pour les élections du 21 décembre prochain ?

Cyril Trépier : L'élection anticipée du parlement catalan du 27 septembre 2015 obtint une participation record, plus forte que jamais dans les quartiers où l'on s'abstient massivement lors des élections catalanes faute de se sentir suffisamment catalan. Plus de 4 millions de personnes votèrent, contre un peu plus de 2 millions lors de la consultation non référendaire de 2014. Dès 2015, des électeurs se sont mobilisés contre l'indépendance. Le 21 décembre, les indépendantistes se présenteront séparément, et le parti de M. Puigdemont seul cette fois-ci. De plus, les indépendantistes devront affronter une concurrence électorale avec des électeurs pouvant voter différemment selon le type d'élection. La suite n'est pas écrite. Elle repose sur des citoyens catalans très pluriels, comme l'ont montré les gestes de solidarité envers les victimes des attentats du 17 octobre 2017

**Propos recueillis par
Laurent LAGADEC**

N.B. Cet entretien a été réalisé quelques jours avant le scrutin du 21 décembre

Chez les vaincus de la mondialisation

C'est l'un des livres politiques les plus remarquables de l'automne.

Le Peuple de la frontière de Gérard Andrieu (ex-Marianne) transporte le lecteur le long des 2 000 km de la frontière est du pays, à la rencontre de ces Français que les gouvernements successifs ont abandonnés.

Depuis la parution des travaux de Christophe Guilluy - de *Fractures françaises*, en 2010, au récent *Crépuscule de la France d'en haut* -, s'impose comme une évidence la rupture idéologique profonde entre la France des métropoles et celle de la périphérie, urbaine ou rurale. Gérard Andrieu ne juxtapose pas des cartes pour en reconnaître l'existence : il prend son bâton de pèlerin et foule les chemins frontaliers, d'octobre 2016 à mars 2017. De Bray-Dunes, aux portes de la Belgique, à Menton, si proche de l'Italie, le journaliste couvre d'« *en bas* » l'interminable campagne présidentielle 2017. Au contact de Français souvent défavorisés mais invariablement accueillants, prêts à livrer leur part de vérité, Gérard Andrieu s'intéresse à ceux qui ne regardent plus ni les médias ni les élus nationaux. À la fois enquête, carnet de voyage et étude sociologique, *Le Peuple des frontières* se parcourt comme un roman mais se médite comme une aventure humaine. À la manière d'une Anne Nivat - *Dans quelle France on vit ?*, Fayard, 2017 -, mais avec en plus l'esprit baroudeur, l'auteur portraitise et fait parler les hommes et les femmes des confins, hantés par le souvenir de l'époque révolue du plein emploi.

« Plus on veut effacer nos frontières nationales, plus en apparaissent de nouvelles, peut-être plus hermétiques encore. Frontière nulle

part ? *Séparatisme partout* », écrit Gérard Andrieu. Pour comprendre ce qui sépare si profondément la France de l'ultra-périphérie de celle des centres-villes, encore faut-il en adopter le rythme, étranger au quotidien d'un journaliste politique, rivé sur les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu. Le Peuple des frontières « raconte » sans filtre ni jugement ce qui se pense dans les villages dévastés par la désindustrialisation, le découragement des agriculteurs, la disparition des commerces de proximité, le démantèlement des services publics avec la complicité des élus. Ces bourgs sont aussi des « bastions » de l'abstentionnisme, bien supérieur à la moyenne nationale. Tous ont leur histoire et n'affrontent pas les mêmes défis. À Steenvoorde, non loin de Calais, la population vit avec le passage ininterrompu de migrants rêvant d'Angleterre. Si des tensions existent, c'est surtout l'inertie des pouvoirs publics qui exaspère. Deux cent trente kilomètres plus au sud, à Fourmies, l'une des villes les plus pauvres du Nord, le chômage des jeunes (50 %) reste la première préoccupation. Les anciennes filatures ont été délocalisées, certaines jusqu'à l'île Maurice, et l'activité économique s'est éteinte à petit feu. À Wissembourg, ville d'origine du kamikaze du Bataclan Foued Mohamed-Aggad, Gérard Andrieu rencontre une communauté encore sidérée d'avoir élevé un djihadiste en son sein. Cette agglomération, bien portante sur le plan de l'emploi, n'a rien d'une zone ghettoisée ; mais le manque d'identification à la culture française dans la jeunesse des quartiers n'en est pas moins devenu une réalité. Autre lieu, autre angoisse : la menace de la fermeture de la centrale nucléaire pèse sans cesse sur l'économie de la ville de Fessenheim (Haut-Rhin). Très près de là, à Ungersheim, le maire se démène pour que sa com-

mune échappe à son destin de villedortoir et devienne un « laboratoire » de transition écologique qui jouisse de sa « souveraineté alimentaire ». De son côté, Hussigny-Godbrange se remet mal de l'écroulement de la sidérurgie locale et des effets dévastateurs d'un dumping fiscal auquel se livre le Luxembourg voisin par la grâce de Schengen... Schengen que traverse justement Gérard Andrieu, pour y découvrir une mise en scène muséale de la construction européenne, destinée aux touristes. Que les peluches et les badges « *I love Schengen* » (détail authentique !) peuvent apparaître pathétiques, face aux conséquences économiques et sociales accablantes du libre-échange... Ainsi à Modane, proche de l'Italie, ce sont quelques 1 500 emplois, ceux de l'économie de la frontière, qui ont été détruits.

Lorsque s'achève son périple, à la toute fin de l'hiver 2016-2017, Gérard Andrieu se livre à un constat qui inspire à l'ouvrage son sous-titre : ces Français rencontrés du nord au sud « *n'attendaient pas Macron* ». À quelques rares exceptions près, tels ces jeunes gens travaillant en Suisse et s'assurant des revenus confortables, la montée en puissance du fondateur d'*En Marche !* n'a jamais intéressé les habitants des zones frontalières déshéritées. Le candidat de la mondialisation et de la flexibilité ne pouvait leur parler et leur redonner espoir ; il n'en avait ni le profil ni l'outillage idéologique. Auprès du petit milieu médiatique parisien, encore tout frétilant d'enthousiasme pour le jeune élu, cet appel venu des tréfonds du pays trouvera difficilement un écho. Alors le « *peuple de la frontière* » continuera de chercher son salut par ses propres moyens. Car « *ils n'ont pas tous abandonné, les Français, témoigne Gérard Andrieu. Ils se battent. Avec plus de dignité souvent, que certains de leurs représentants. Avec aussi, un humour et une poésie du quotidien touchants et attachants.* »

Pierre NAULENT

Gérard Andrieu, *Le Peuple de la frontière*, Les Éditions du Cerf.

Conservatisme

Est-il vrai que le conservatisme est à la mode ? Un certain nombre de signes pourrait plaider en ce sens. On est même allé jusqu'à prétendre que la tendance sinistroyre (c'est-à-dire en faveur d'une pensée de gauche) établie naguère par Albert Thibaudet pour caractériser le mouvement des idées politiques en France, était désormais démentie par une nette tendance dextroyre. On peut objecter à cela la victoire d'Emmanuel Macron, proclamant haut et fort son progressisme, mais la nature du macronisme est encore en suspens, sa prétention à dépasser le clivage gauche-droite attendant une véritable confirmation. Le débat intellectuel demeure largement ouvert, et il l'est d'autant plus que la notion même de conservatisme a toujours eu beaucoup de mal à être définie et à trouver droit de cité dans ce pays. Thierry Maulnier n'aimait-il pas rappeler la formule du duc d'Orléans pour qui « *le mot commençait vraiment trop mal* ». Beaucoup de réactionnaires se sont moqués, tel Bernanos, de ces braves gens qui « *se sont appelés eux-mêmes, tour à tour, conservateurs, libéraux ou modérés, dans l'espoir que ces sobriquets, qui suaient la paresse et la peur, allaient leur assurer infailliblement l'estime et l'amour du peuple français* ». Il y a donc beaucoup de travail pour assurer au conservatisme un statut à la fois honorable et crédible. C'est pourquoi Frédéric Rouillois, Olivier Dard et Christophe Boutin ont préféré la formule du dictionnaire à celle du manifeste pour faire un peu plus de clarté et apporter un peu de rigueur à ce qui pourrait être autre chose qu'« *un simple ramassis de préjugés bourgeois agités comme des épouvantails contre ceux qui se réclament de la Justice et du Progrès, mais un ensemble extrêmement riche* ».

La preuve en est faite grâce à cette publication d'un bon millier de pages, dont la fonction est plutôt de donner infiniment à penser quant à une tradition qui pourrait bien trouver aujourd'hui le terrain propice à une refondation « *qui reprendrait l'héritage des conservatismes anciens, mais qui implique aussi de prendre en compte des éléments qui n'avaient pas été intégrés aux programmes conservateurs des XIX^e ou XX^e siècles tant qu'ils semblaient ne jamais devoir être menacés, alors que la démesure moderne risque de les faire disparaître eux aussi* ». Les trois responsables du dictionnaire soulignent ainsi d'emblée en quoi le conservatisme pourrait trouver une actualité bien supérieure aux modes éphémères, dès lors qu'il affronterait non pas une menace contre un ordre bourgeoisement établi mais une atteinte à la substance de notre humanité, en ce qu'elle a de plus exposée. Mais avant d'en arriver à cette ultime conclusion, il était nécessaire de refaire tout un parcours historique, afin de saisir à travers quelles étapes, quelles difficultés s'était constitué un courant conservateur aux multiples déclinaisons, toujours confronté à des difficultés tenant à la complexité d'une réalité rebelle aux réductions idéologiques.

Il fallait bien partir d'une définition minimale. Celle-ci semble correctement formulée par Philippe Béneton : « *Le conservatisme est un mouvement intellectuel (et politique) de l'ère moderne qui naît avec elle puisque contre elle ; la doctrine conservatrice s'est constituée pour la*

défense de l'ordre politique et social traditionnel des nations européennes, elle est fondamentalement anti-moderne. Le conservatisme est donc un traditionalisme. Dans la mesure où il a une filiation qui, tout en restant fidèle aux valeurs du conservatisme, s'est détachée, histoire oblige, de la tradition pré-moderne et du modèle historique qu'elle incarne, l'on

parlera alors de néo-traditionalisme. » Ce simple point de départ indique déjà la difficulté d'une pensée qui, en dépit de sa volonté d'assurer le pérenne, se trouve contrainte d'assumer la nouveauté, au risque de sérieuses contradictions. De là, par exemple, ses rapports indécis avec le libéralisme. Peut-on être à la fois conservateur et libéral ? La réponse ne va pas de soi, car s'il semble y avoir des incompatibilités doctrinales, il y a aussi d'évidentes complicités. Ainsi que le remarque Lucien Jaume : « *Le libéralisme peut se montrer aussi bien conservateur (contre les idéologies égalitaires ou "régénératrices" au sein de la Révolution française) que révolutionnaire. L'"appel au ciel" chez Locke, le soutien à la révolution de 1830 chez les orléanistes...* » (article Libéralisme). L'ambiguïté est déjà manifeste chez Chateaubriand, qui fut le premier à se faire le porte-drapeau de la réaction à la Révolution, en figure de proue d'un journal qui s'appelait *Le conservateur*, mais qui, en même temps, veut comprendre une certaine inspiration de 1789, tout en ayant subi aussi le choc, avant son neveu Tocqueville, de la découverte du Nouveau monde. Autre ambiguïté : le conservatisme est très souvent accusé d'indifférence à l'égard de la question sociale, et il serait suspect, à l'instar du libéralisme, de préférer les lois du marché à une politique de justice sociale. Mais c'est oublier l'extrême sensibilité de beaucoup de conservateurs, tel Albert de Mun, à combattre une pauvreté, qui tenait aux excès du système capitaliste et industriel, provoquant « *la déliquescence des liens sociaux, et, en premier lieu, l'érosion du lien familial, par l'amenuisement de l'humain et son exploitation* » (Claire Araujo Da Justa, article Pauvre, pauvreté).

Ce n'est là qu'un faible aperçu de la richesse de ce dictionnaire qui, par ses développements, ne cesse d'inciter à toujours plus creuser et complexifier la réflexion. On prêterait, notamment, attention aux liens qu'une tradition politique entretient avec des courants philosophiques aussi caractéristiques que le thomisme et plus généralement avec le christianisme. De sa part, on ne saurait admettre nulle neutralité axiologique, ce qui l'éloigne de l'ère du vide dans toutes ses désinences, d'un libéralisme incertain (« *Le libéral, disait le général de Gaulle, est celui qui pense que son adversaire a raison* ») mais qui pourrait le rendre apte à affronter un des défis les plus graves, « *le remplacement d'un monde par une réalité virtuelle qui dissimule mal les risques d'un nouveau totalitarisme* ». Ainsi pourrait enfin se détacher « *une volonté de perdurer dans l'être, ancrée aux cœurs des hommes* » qui permette « *de fédérer des axes et, peut-être, de rassembler une famille* ».

Gérard LECLERC

Le dictionnaire du conservatisme, sous la direction de Frédéric Rouillois, Olivier Dard et Christophe Boutin, Les Éditions du Cerf.



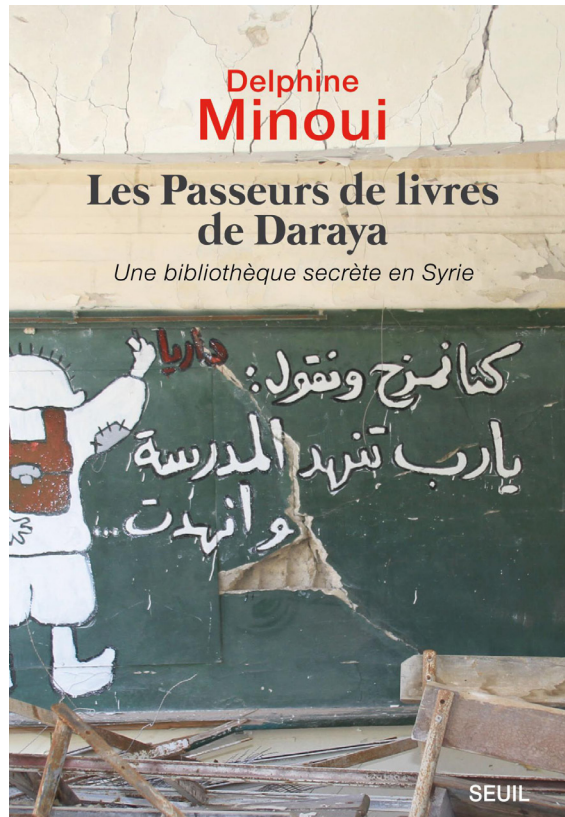
La liberté naît à Daraya

Tout part d'un cliché découvert par Delphine Minoui sur Facebook en 2015. Une photographie représente des rangées de livres dans ce qui paraît être un entrepôt et qui est en fait une bibliothèque clandestine créée dans une banlieue de Damas, Daraya, tenue par l'Armée Syrienne. La journaliste va dès lors tout faire pour entrer en contact avec l'auteur du cliché et découvrir l'histoire de cette bibliothèque. Il va en naître une série de rencontres sur Skype ou WhatsApp, matière de ce livre.

Dans une bibliothèque, il faut des livres et ces livres ces jeunes fondateurs Ahmad, Abou el-Ezz et quelques autres vont les chercher dans les décombres des maisons calcinées ou éventrées courant à travers la ville, défiant les snipers et les bombes du régime. Les livres sont ensuite répertoriés. Leur origine est notée car il ne s'agit pas d'un vol. Pour ces jeunes gens c'est un emprunt, chaque ouvrage a vocation à retrouver peut-être un jour son propriétaire légitime. Puis les livres sont classés, réparés quand c'est nécessaire et que c'est possible, et mis sur des étagères. Puis une véritable salle de lecture est aménagée. Plus tard, on aménage un espace de discussion.

Que lisent habitants et combattants ? Tout ce qui peut leur tomber dans les mains : des livres de religion, mais aussi des livres d'Ibn Khaldun, des livres américains sur le développement personnel ou les Misérables de Victor Hugo. Les lecteurs de la bibliothèque n'hésitent pas à télécharger sur leurs portables des textes qu'ils dévorent lorsqu'ils ne peuvent venir ou qu'ils sont blo-

qués sur le front comme Omar qui rêve de trouver en arabe le Prince de Machiavel. Pas d'opposition entre le livre et les nouvelles technologies. Les adultes viennent mais aussi les enfants auxquels on raconte des histoires ou des contes qui les libèrent ainsi du sabir de la propagande officielle. Au fil des mois



s'esquisse une nouvelle société où chacun apprend petit à petit à se construire par lui-même, à réfléchir, à affiner ses goûts, ses idées, à se représenter dans un réseau de relations avec autrui. Cette bibliothèque des catacombes, c'est comme une agora naissante.

À travers les témoignages d'Ahmad et de ses amis, nous découvrons aussi le quotidien d'une guerre où les habitants vivent terrés dans les immeubles et les maisons, puis très vite dans les caves. Nous découvrons les privations, la

faim, les enfants et les vieillards qui meurent de malnutrition. Les femmes qui luttent pour trouver un bout de pain, pour nourrir les enfants, pour soutenir les hommes. Femmes de l'ombre mais également de la lumière et qui n'hésitent pas dans un communiqué à interpeller la Communauté internationale pour la placer devant ses responsabilités. Mais au cœur même de cette agonie demeure, farouche, une volonté de vivre, de combattre, d'exister. Nous découvrons les combattants qui tombent sans avoir pu accomplir leurs rêves et ces jeunes devenus graphes pour illuminer la ville ou journalistes amateurs pour que rien ne soit caché.

Enfin, Delphine Minoui nous montre que la guerre civile syrienne ne se réduit pas à un combat entre Daech et Al Nosra d'un côté, et le pouvoir syrien de l'autre. Il y a une société civile qui est née, aussi limitée soit-elle, aussi petite soit-elle. Elle montre la spécificité de Daraya encerclée dès 2012 et où les islamistes ne peuvent s'implanter faute d'accès à la ville mais surtout du fait des autorités civiles insurgées n'ont, pas voulu d'eux.

Daraya finalement est tombée en août 2016. La population et les combattants ont été évacués vers Idlib. Là ce sont les islamistes qui tiennent le haut du pavé et les jeunes résistants de Daraya n'y trouvent pas leur compte. Pour certains c'est le début de l'exode. La Commune de Daraya a vécu, mais l'espérance demeure. Ahmad, Abou el-Ezz, Abou Malek, Omar, Shadi, retenez bien ces noms: ils sont synonymes de liberté.

Marc SÉVRIEN

Delphine Minoui : *Les Passeurs de livres de Daraya ; une bibliothèque secrète en Syrie* ; Le Seuil

Brèves

Brésil, le 5 décembre : Selon un journal d'extrême gauche brésilien, *Esquerda diario*, des affrontements auraient eu lieu hier entre étudiants monarchistes et d'extrême gauche dans une Université de São Luis. Des faits également dénoncés par le *Círculo Monárquico* de São Luís sur les réseaux sociaux.

Népal, le 7 décembre : Le vice premier ministre népalais et leader du parti royaliste *Rastriya Prajatantra Party* (RPP), Kamal Thapa, a annoncé dans un communiqué qu'il prenait la responsabilité de l'échec de son mouvement aux dernières élections législatives. Avec un seul élu et à peine 2% des voix, les monarchistes ont perdu 23 des 24 députés élus dans lors de la précédente législature.

Roumanie, le 16 décembre : Des dizaines de milliers de Roumains étaient dans les rues de Bucarest pour assister aux funérailles nationales du roi **Michel I^{er}**, décédé à 96 ans. Le gouvernement du président Klaus Iohannis a rendu un hommage appuyé à l'ancien souverain. Le Gotha européen a été invité pour assister à la cérémonie retransmise sur toutes les chaînes de télévision roumaines et regardée par plus de 5 millions de personnes.

Italie, les 16-18 décembre : La princesse Marie-Gabrielle de Savoie a organisé, en toute discrétion, le rapatriement des corps du roi Victor-Emmanuel III de Savoie et de son épouse, Hélène du Monténégro. Un retour qui s'est fait dans la controverse. Le prince Victor-Emmanuel de Savoie, fils du dernier roi d'Italie, a regretté par voie de presse de ne pas avoir été averti de ces retours et a condamné l'action de sa sœur.

Frédéric de NATAL

Actualité de la Nouvelle Action royaliste



Le Comité directeur et la rédaction de *Royaliste* vous invitent

**au pot de Nouvel An de la NAR,
le samedi 13 janvier entre 17h00 et 20h00**

...dans nos locaux, 38 rue Sibuet (Paris, 12^e)



Communiqué

Je viens de terminer de lire le rapport statistique 2017 du Secours Catholique à propos de la pauvreté en France. Le titre parle de lui même : « *Pauvreté, la fragilité se renforce* ». Quatre grandes

tendances y sont soulignées : les femmes sont de plus en plus fragiles (en 2016 elles étaient plus nombreuses que les hommes à être accueillies au Secours Catholique), de plus en plus de personnes sont sans ressources (de 16,6% en 2006 à 19% en 2016), de moins en moins de ménages sont couverts par les prestations sociales (de 71,6% en 2010 à 64,4% en 2016), de plus en plus de ménages sont des couples avec enfants (en 2016 ils atteignaient 24,2% après les familles monoparentales 29,6%).

Tel est le rude constat que dresse le Secours Catholique. Comme le dit sa présidente, Véronique Payet, « *il est urgent de refonder le contrat social* ». Malheureusement les élections successives à la tête de l'État depuis plusieurs décennies apparaissent comme celles d'une France libérale moins soucieuse des plus démunis, en tout cas dans les actes. Même les défenseurs du social d'il y a trente ans sont depuis longtemps passés du côté de l'argent et du pouvoir, que ce soit dans la presse, la finance ou la politique.

Nous avons accueilli le Secours Catholique de Dreux en début d'année pour une visite de la Chapelle Royale et nous avons ensuite reçu des bénéficiaires chez nous. Il est important en cette veille de Noël de ne pas oublier les plus pauvres, que ce soit en parole comme en acte. Comme chrétien cela fait partie de notre vocation et comme prince de notre devoir.

Jean de France, duc de Vendôme

Domaine Royal de Dreux, le 19 décembre 2017

Mercredis de la NAR

Reprise des conférences le 10 janvier

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet

75012 Paris

Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801

ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

L'homme devant le vide

Oh ! mais bonne surprise : après un plongeon, Emmanuel Macron remonte dans les sondages ! Reste à savoir pourquoi... L'explication dominante, chez les experts en opinion publique, est très simple : les Français dans leur majorité approuvent le président de la République parce qu'il tient les promesses du candidat et procède aux réformes annoncées dans un pays qui en a grand besoin. Voici donc un élu providentiel qui est venu délivrer les Français des pesanteurs routinières et qui, de ce fait, multiplie les conversions.

Le récit des experts est attrayant mais suppose que les citoyens consultés par les sondeurs soient eux-mêmes des experts contrôlant avec la même objectivité (?) que les analystes des médias la bonne conduite de l'élu. Le récit dominant suppose en outre que les citoyens-vérificateurs prennent pour critère la capacité de réformer la société française ce qui implique deux autres suppositions :

- Il faudrait que la « Réforme » soit une évidence très majoritairement partagée ;
- Il faudrait que l'ultralibéralisme qui caractérise cette « Réforme » soit tenu pour évidemment bienfaisant.

Or les sondages et le récit médiatique qu'ils inspirent tendent à effacer les résultats de l'élection présidentielle. Emmanuel Macron avait obtenu au premier tour 24% des suffrages exprimés et 18 % des inscrits, puis au deuxième tour 66 % des suffrages exprimés et 44% des inscrits. On estimait alors que moins de la moitié des électeurs d'Emmanuel Macron adhéraient à son programme, face à un électorat majoritairement contestataire ou abstentionniste. Ces chiffres n'entachent en rien la légalité de l'élection du président de la République. Ils soulignaient cependant, en mai dernier, la fragilité de la base électorale du vainqueur. Ils incitent, aujourd'hui, à douter d'un soudain retournement de l'opinion publique.

A côté des groupes qui soutiennent l'orientation européiste et ultralibérale du président de la République il y a certainement de nombreux citoyens qui, impressionnés par l'activisme présidentiel, estiment qu'il faut lui laisser sa chance – d'autant

plus que les médias claironnent le retour de la croissance. Cela n'efface pas l'opposition virulente des citoyens qui voient dans les ordonnances une aggravation de la précarité, qui ont très mal reçu les propos insultants d'Emmanuel Macron sur les paresseux et les envieux, qui considèrent que l'entretien entre le président de la République et Laurent Delahousse relève de l'obscénité médiatique et que, somme toute, c'est un nouveau président des riches qui a été élu le 7 mai.



Il ne faut certainement pas sous-estimer le brio intellectuel d'Emmanuel Macron, la mise en scène talentueuse de son propre personnage, qu'il estime au plus haut point et qu'il aime placer dans un cadre monarchique donnant à penser qu'il a pris place dans la vénérable succession de nos chefs d'Etat. La gauche radicale dénoncera toujours sans le moindre résultat l'imagerie Ancien régime dans une nation habitée par l'imaginaire monarchique. Elle ferait mieux d'opposer l'insignifiance des cartes postales Vieille France brandies par le président Macron – Versailles, Chambord – à la symbolique monarchique et royale de l'unité nationale et de la justice sociale inscrites dans le principe de souveraineté.

D'ailleurs, Emmanuel Macron ne cache pas ses intentions : enterrer définitivement la politique d'indépendance nationale pour faire advenir la « souveraineté européenne » et adapter la société aux bonnes pratiques ultralibérales. Nous ne sommes pas dans une dynamique gaullienne du rassemblement pour la souveraineté nationale et le progrès social mais dans l'implacable logique des rapports de force que masquent les sondages sur la popularité.

L'homme de l'Elysée est le maître du jeu parce que des syndicats divisés ne parviennent plus à mobiliser et parce que les oppositions politiques sont faibles et inconciliables. Le contrôle qu'il exerce sur l'appareil administratif et sur le Parlement lui donnerait un pouvoir absolu s'il n'était pas l'obligé des milieux d'affaires. A l'instar de Warren Buffet, Emmanuel Macron et ses groupes de soutien peuvent se dire qu'ils ont gagné la guerre des classes. Ils devraient cependant s'inquiéter : dans les paysages politiques dévastés, il y a toujours place pour la violence.

Bertrand RENOUVIN